



**COMPTE-RENDU DU COMITE DE SUIVI**  
**DU RAPPORT ANNUEL D'EXECUTION (RAE) 2015**  
**DE LA COOPERATION ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LA POLYNESIE FRANÇAISE**

**Jeu**di 15 décembre 2016

**SOMMAIRE**

<b>I. Propos introductifs</b>	<b>1</b>
<b>A. Objectif du comité de suivi</b>	<b>1</b>
<b>B. Résumé des principales allocutions</b>	<b>2</b>
<b>II. Examen du RAE 2015</b>	<b>4</b>
<b>A. Bilan des réalisations 2015</b>	<b>4</b>
<b>B. Perspectives de la coopération UE-PF</b>	<b>5</b>
<b>III. Conclusion</b>	<b>7</b>
<b>IV. Annexes</b>	<b>8</b>
<b>A. Annexe 1 – Liste des participants</b>	<b>8</b>
<b>B. Annexe 2 – Discours d'introduction du Président de la Polynésie française</b>	<b>10</b>
<b>C. Annexe 3 - Support de présentation du comité de suivi pour le RAE 2015</b>	<b>12</b>

Le comité de suivi annuel de la coopération entre l'Union européenne et la Polynésie française s'est réuni à la présidence le jeudi 15 décembre 2016 de 9 H 00 à 11 H 00, sous la présidence du Président de la Polynésie française, en présence notamment de l'Ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne pour le Pacifique, du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française, du Président de l'Assemblée de Polynésie française, du représentant du Président du Conseil Economique Social et Culturel, du ministre du tourisme, du ministre de la relance économique ainsi que du chef du bureau de la Commission européenne pour les Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) du Pacifique.

*(Annexe 1- page 8 : liste des participants)*

## **I. Propos introductifs**

### **A. Objectif du comité de suivi**

Le comité de suivi a pour objectif d'évaluer chaque année les progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes de coopération entre l'Union européenne (UE) et la Polynésie française (PF). Il s'assure de leur efficacité et de leur qualité et discute des perspectives et des priorités à retenir pour la coopération future.

Le comité se réunit au moins une fois par an, sur convocation de son président. Il examine et approuve le rapport annuel d'exécution avant son envoi à la Commission européenne.

## B. Résumé des principales allocutions

### 1. Allocution du Président de la Polynésie française

En préambule, le Président de la Polynésie française souligne l'effort financier que l'Union européenne consent à la Polynésie française et salue l'engagement constant de l'Europe pour le développement économique et social des Pays et Territoires d'Outre-Mer depuis la signature du Traité de Rome en 1957.

Il rappelle qu'au-delà de son aspect réglementaire et technique, la réunion du comité de suivi du rapport annuel d'exécution (RAE) de la coopération UE-PF est aussi un instrument de dialogue politique qui trouve ses prolongements au niveau de l'Etat et du Forum de dialogue UE-PTOM.

Dans le cadre de la mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> FED territorial, sous la modalité d'un appui budgétaire au secteur du tourisme, pour un montant indicatif de 3,56 milliards de F CFP (29,9 millions €), le Président se dit confiant dans la réussite de ce défi et dans la possibilité de signer prochainement la convention de financement ad hoc.

Par ailleurs, au niveau régional, le Président souligne que l'intégration récente de la PF comme membre à part entière du Forum des Iles du Pacifique est un événement fondateur, qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la façon dont le Pays envisage la programmation des aides européennes avec ses partenaires régionaux. Des leviers nouveaux s'offrent à la PF, qui devra trouver des stratégies crédibles de coopération régionale pour répondre efficacement aux défis d'ordre économique ou environnemental qui se posent à elle.

*(Annexe 2- page 10 : discours d'introduction du Président de la Polynésie française)*

### 2. Allocution du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française

Le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française remercie également l'Union européenne pour son soutien et son attention particulière portée à la PF.

Dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED territorial, dévolu au secteur du tourisme, le Haut-Commissaire confirme qu'il s'agit là d'un objectif structurant et que l'Etat soutient dans la forme et dans l'esprit ce développement.

Par ailleurs, au-delà des efforts déjà entrepris au niveau du FED, le Haut-Commissaire souligne l'importance de trouver localement de quoi poursuivre ces efforts dans la continuité du 10<sup>ème</sup> FED en cours d'exécution.

En parallèle et au vu du rôle central de la PF pour la COP 21, des synergies doivent être développées au niveau local et régional, avec les autres PTOM du Pacifique, pour protéger les populations des risques liés au changement climatique. Ainsi, le représentant de l'Etat souhaite que les partenaires puissent réfléchir à des pistes nouvelles de co-financements et notamment à l'affectation d'une partie de la future enveloppe régionale pour la protection des populations avec la construction d'abris de survie.

Cela permettrait d'accompagner les collectivités locales qui sont souvent démunies face aux conséquences dommageables du réchauffement climatique.

### 3. Allocation de l'Ambassadeur, chef de délégation de l'UE pour le Pacifique

Après les remerciements d'usage, l'Ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne se félicite de la montée en puissance, au cours de l'année 2015, des programmes de renforcement des capacités institutionnelles de la PF (10<sup>ème</sup> FED) et de la programmation du 11<sup>ème</sup> FED.

Il rappelle à cet égard l'augmentation significative des allocations FED versées à la Polynésie française dans un contexte d'adaptation et de résilience face au changement climatique :

- au niveau territorial, l'enveloppe du 10<sup>ème</sup> FED est ainsi passée de 2,35 milliards F CFP (soit 19,7 millions €) à 3,56 milliards F CFP (soit 29,9 millions €) pour le 1<sup>er</sup> FED ;
- au niveau régional, l'enveloppe a été triplée de 1,43 milliard F CFP (soit 12 millions €) à 4,3 milliards F CFP (soit 36 millions €) pour le 11<sup>ème</sup> FED.

Dans le cadre des assistances techniques du 10<sup>ème</sup> FED territorial, dotées d'une enveloppe globale de 151,5 millions F CFP (soit 1,27 millions €), l'UE est et sera attentive aux processus internes d'adoption et de mise en œuvre par le Pays de la politique sectorielle de l'eau (PSE), du plan de réformes de la gestion des finances publiques (PEFA) et des mesures de renforcement des capacités du Bureau des Affaires Européennes (BAE), pour consolider les appuis en cours.

Concernant le programme d'assainissement de la ville de Papeete, l'Ambassadeur rappelle que la PF a pu bénéficier, à titre exceptionnel, d'une dérogation à la règle dite « D+3 » et espère une contractualisation du marché de travaux au plus tôt ainsi qu'un démarrage des travaux dans le courant de l'année 2017.

L'Ambassadeur précise en outre que le 11<sup>ème</sup> FED territorial « Tourisme », du fait de sa programmation en appui budgétaire, implique une nouvelle façon de travailler avec la PF : avec plus de responsabilités et une meilleure appropriation des mesures au travers d'une gestion axée sur les résultats, tout en assurant une collaboration étroite avec le Bureau de la CE à Nouméa.

Enfin, s'agissant du calendrier d'élaboration du rapport annuel d'exécution, le représentant de l'UE émet le vœu, à l'instar du Président, qu'il soit mieux anticipé pour l'année prochaine.

-----

*Le président de la PF propose ensuite aux membres du comité d'examiner le rapport annuel d'exécution de l'année 2015 au travers d'une présentation power point (Annexe 3 – page 12), selon le déroulé précisé ci-après :*

- I. Situation politique, économique et sociale et coopération régionale*
- II. Interventions de l'UE au titre du FED*
- III. Programmes communautaires horizontaux et interventions de la BEI*
- IV. Perspectives de la coopération UE-PF*

## II. Examen du RAE 2015

---

### A. Bilan des réalisations 2015

---

#### 1. Enveloppe du 9<sup>ème</sup> FED

---

##### a) 9<sup>ème</sup> FED territorial

Tous les programmes du 9<sup>ème</sup> FED territorial sont terminés : clôturés ou en phase d'évaluation ou d'audit :

- assainissement des eaux usées de Punaauia, phase II : terminé en phase de clôture ;
- assainissement des eaux usées de Punaauia, phase III : terminé en phase d'audit ;
- assainissement des eaux usées de Moorea, phase II : terminé en phase d'audit ;
- professionnalisation et pérennisation de la periculture : terminé et clôturé.  
(Cf. diapositive 9)

##### b) 9<sup>ème</sup> FED régional

Tous les programmes du 9<sup>ème</sup> FED régional sont terminés : clôturés ou en phase d'évaluation ou d'audit :

- TEP VERTES (valorisation des énergies renouvelables et transferts d'expérience et de savoir-faire) : terminé en phase d'évaluation ;
- SCIFISH (appui scientifique à la gestion des pêches océaniques dans l'océan Pacifique central et occidental) : terminé et clôturé ;
- SOPAC (soutien à la prévention des risques de catastrophes dans les PTOM du Pacifique) : terminé et en phase d'audit.  
(Cf. diapositive 10)

#### 2. Enveloppe du 10<sup>ème</sup> FED

---

##### a) 10<sup>ème</sup> FED territorial

- Aide d'urgence : programme de réparation de la route territoriale N° 2 suite au cyclone OLI : terminé en cours de clôture.  
(Cf. diapositive 11)
- Contribution à l'assainissement de la ville de Papeete : lancement des procédures d'appels d'offres pour le marché de maîtrise d'œuvre. A noter, l'accord exceptionnel de dérogation à la règle « D+3 » en 2016 permettant de poursuivre sereinement la mise en œuvre des marchés de maîtrise d'œuvre (2016) et de travaux (2017).  
(Cf. diapositives 11 et 12)
- Programme de renforcement des capacités institutionnelles de la PF :
  - démarrage de la mission d'assistance technique à l'élaboration de la politique sectorielle de l'eau et tenue d'ateliers de concertation ;
  - commencement et achèvement de la mission PEFA<sup>1</sup> avec la validation PEFA check en novembre 2015 ;
  - démarrage de la mission d'assistance technique au bureau des affaires européennes (BAE).  
(Cf. diapositives 11 et 13)

---

<sup>1</sup> PEFA : Public Expenditure and Financial Accountability/Dépenses publiques et responsabilité financière

## *b) 10<sup>ème</sup> FED régionale*

- Au niveau de l'enveloppe régionale Pacifique : poursuite de la mise en œuvre du projet INTEGRE<sup>2</sup>. L'implication des acteurs locaux est soulignée. *(Cf. diapositives 14 et 15)*
- Au niveau de l'enveloppe régionale : poursuite de la mise en œuvre des programmes d'assistance technique à l'OCTA et de la stratégie territoriale pour l'innovation (STD). *(Cf. diapositive 14)*

## 3. Programmes horizontaux

- Poursuite des programmes communautaires horizontaux en matière de recherche (Pace-Net), d'éducation (Erasmus+ avec par exemple des mobilités du consortium multiplié par 3) et d'environnement (mise en œuvre de BEST III et démarrage de BEST 2.0). *(Cf. diapositives 16, 17, 18 et 19)*

## B. Perspectives de la coopération UE-PF

### 1. Enveloppe du 11<sup>ème</sup> FED

#### *a) 11<sup>ème</sup> FED territoriale*

➡ Appui à la programmation de l'allocation territoriale de la PF dans le secteur du tourisme avec une 1<sup>ère</sup> mission d'assistance technique (AT) en 2015 pour la phase d'identification et la production du 1<sup>er</sup> document de programmation. Ce dernier doit être finalisé en 2016 avec une 2<sup>ème</sup> mission de l'AT (phase de formulation), pour une signature de la convention de financement prévue en 2017. *(Cf. diapositive 22)*

- Le ministre du tourisme remercie l'UE de sa contribution au développement de la PF, plus particulièrement dans le domaine du tourisme aux côtés de l'Etat et du Pays. La stratégie du développement touristique de la PF a été signée en début d'année 2016. C'est dans un contexte favorable (+ 7% de touristes depuis 2011) que ce plan d'actions est d'ores et déjà mis en œuvre avec pour exemple la 1<sup>ère</sup> séance de l'observatoire du tourisme réuni le 13 décembre 2016 avec l'ensemble des acteurs concernés. A noter qu'au-delà de la destination, la PF doit promouvoir davantage sa population, les productions locales et prévoir les aménagements attendus. Le budget 2017 de la PF a ainsi alloué + 50 % de crédits au secteur du tourisme, ce qui est un geste à la fois de reconnaissance et de mise en avant de cette industrie.
- Le chef du bureau de la CE pour les PTOM rappelle les 4 conditions d'éligibilité pour que la PF bénéficie de l'appui budgétaire : la mise en place d'une politique sectorielle pertinente et crédible dans le domaine du tourisme, la mise en œuvre d'une politique macro-économique crédible axée sur la stabilité, la mise en œuvre d'un plan de réformes en matière de Gestion des Finances Publiques et l'existence d'un système de transparence et du contrôle budgétaire. Ces 4 conditions seront examinées et évaluées durant toute la mise en œuvre du programme et avant le décaissement des tranches fixes de l'appui budgétaire.

---

<sup>2</sup> INTEGRE : initiative des territoires pour la gestion régionale de l'environnement dans les PTOM du Pacifique

- Le président de l'APF souligne l'intervention de l'UE et retient notamment les critères de transparence et de performance. L'APF, institution clé dans l'évaluation des politiques publiques, partage les critères présentés par l'UE.

#### *b) 11<sup>ème</sup> FED régional*

🇪🇺 Perspectives du 11<sup>ème</sup> FED régional avec le secteur de concentration défini en 2014-2015 « environnement et gestion durable des ressources naturelles » et 2 sous-thématiques : biodiversité et changement climatique. La signature du document de programmation est escomptée en 2017.  
*(Cf. diapositive 23)*

- L'Ambassadeur de l'UE précise que la programmation du 11<sup>ème</sup> FED régional et sa future mise en œuvre permettront de réaliser un transfert d'expertise et d'expérience et de créer de réelles opportunités de coopération avec le reste du Pacifique sur les différents axes régionaux économiques, en y apportant des réponses à des défis communs.

#### *c) Autres axes de coopération*

🇪🇺 Au niveau de la Banque Européenne d'investissement (BEI) : souhait de poursuivre son soutien à l'économie de la PF au travers de projets environnementaux, de projets d'énergies renouvelables et d'aides aux PME et aux micro-entreprises.  
*(Cf. diapositive 20)*

🇪🇺 En matière de recherche, le directeur de l'IRD indique que l'UE représente un soutien très important. Pour exemple, en lien avec le changement climatique, le projet de Grand Observatoire de l'environnement et de la biodiversité terrestre et marine du Pacifique Sud (GOPS) n'est pas compatible avec des programmes de financements courts et ce projet doit pouvoir s'appuyer sur le partenariat des PTOM, des pays voisins ainsi que de l'UE pour assurer sa pérennité.

🇪🇺 En cas de programmation de 12<sup>ème</sup> FED, le ministère de la relance économique suggère que le secteur de l'économie bleue puisse être étudié. Cela permettrait de répondre aux enjeux stratégiques, tout en préservant les ressources et en bénéficiant du savoir-faire de l'UE, de l'Etat et du Pays en la matière.

-----

*Au terme de ces échanges, le Président de la PF demande l'approbation du rapport annuel d'exécution de la coopération UE-PF pour l'année 2015 et remercie l'ensemble des participants à cette rencontre.*

### III. Conclusion

---

Pour la Polynésie française, la mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> FED, sous la modalité d'un appui budgétaire au secteur du tourisme, sous-tend la définition d'une véritable stratégie et des mesures d'organisation nouvelles qui demandent des efforts d'adaptation et un investissement humain important. C'est dans cette voie que le gouvernement et les services de la PF œuvrent désormais et devront maintenir leurs efforts et synergie.

La PF, en étroite collaboration avec l'UE, poursuivra ses efforts pour une utilisation optimale des fonds engagés et mis en œuvre dans le cadre du 10<sup>ème</sup> FED.

Une attention particulière sera accordée aux actions de communication et de visibilité concernant les financements et les programmes de l'UE en PF.

Après l'examen détaillé de la coopération entre l'UE et la PF au titre de l'exercice 2015, **le rapport annuel d'exécution (RAE) de la coopération UE-PF 2015 est approuvé.**

## IV. Annexes

### A. Annexe 1 – Liste des participants

#### Gouvernement

- ✓ M. Edouard FRITCH, Président de la Polynésie française, en charge de l'égalité des territoires, du partenariat avec les collectivités, du développement des archipels, des postes et télécommunications, des affaires internationales et intérieures, ainsi que du développement de l'agriculture et de l'artisanat – *Président du comité de suivi*
- ✓ M. Jean Christophe BOUJSSOU, ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement
- ✓ M. Teva ROHFRTSCH, ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, chargé de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'Assemblée de la Polynésie française et le Conseil Economique, Social et Culturel

#### Etat

- ✓ M. René BIDADAL, Haut-Commissaire de la République en Polynésie française
- ✓ Mme Anne-Victoria LETORT, chef de mission au haut-commissariat

#### Commission européenne

- ✓ Monsieur Andrew JACOBS, Ambassadeur, chef de la Délégation de l'Union européenne pour le Pacifique
- ✓ M. Efstratios PEGIDIS, chef du Bureau de la Commission européenne pour les Pays et Territoires d'Outre-Mer du Pacifique

#### Assemblée de la Polynésie française

- ✓ M. Marcel TUIHANI, Président de l'Assemblée de Polynésie française

#### Conseil économique, social et culturel

- ✓ M. Hanny TEHAAMATAI, 3<sup>ème</sup> questeur, représentant le Président du Conseil économique, social et culturel

#### Cabinets ministériels

- ✓ M. Bruno PEAUCELLIER, directeur adjoint de cabinet du Président de la Polynésie française (PR)
- ✓ Mme Nicole LEVESQUES, directrice de cabinet du ministre en charge du tourisme (MTF)
- ✓ M. Bran QUINQUIS, conseiller technique et innovateur et délégué climat auprès du ministre en charge de la recherche (MSR)
- ✓ Mme Sylviane FAUVET, conseillère technique auprès du ministre en charge de l'environnement (MCE)

## Services du Pays

- ✓ M. Manuel TERAI, Délégué aux affaires internationales, européennes et du Pacifique (DAIE)
- ✓ Mme Caroline TANG, déléguée de la Polynésie française à Paris (DPF)
- ✓ Mme Marie-Laure DENIS, directrice du budget et des finances (DBF)
- ✓ M. Bruno JORDAN, chef de service du tourisme (SDT)
- ✓ Mme Hinano TEANOTOGA, directrice des ressources marines et minières(DRMM)
- ✓ M. Jean-Yves MEYER, délégué à la recherche (REC)
- ✓ M. Etienne TARAMINI, directeur adjoint à la direction de l'environnement (DIREN)
- ✓ M. Charles GARNIER, chef du bureau des affaires européennes (DAIE)
- ✓ Mme Vanessa KLAINGUER, chargée d'affaires européennes (DAIE)
- ✓ Mme Sylvia BERTEIL, assistante de direction – RH (DAIE)
- ✓ Mme Mysturu KATO, chargée de la logistique (DAIE)
- ✓ Mme Sandrine ILALIO-UGATAI, chargée de mission (DPF)
- ✓ Monsieur Jérôme LECERF, adjoint au chef de service du développement rural (SDR)
- ✓ Mme Emilie NOWAK, chargée d'études au service des énergies (SIDE)
- ✓ Mme Laurence VARET, chargée de la stratégie et du développement du tourisme (SDT)
- ✓ Mme Martine MILLIAT, chef du département de l'action pédagogique éducative à la direction de l'éducation et des enseignements (DGEE)
- ✓ Mme Wanda GASSMANN, pôle relations européennes, internationales et coopération (DGEE)

## Assistance technique au BAE

- ✓ M. Paul ROGER DE VILLERS, chef de mission, assistance technique auprès du Bureau des affaires européennes de la DAIE
- ✓ Mme Eleonora AVAGLIANO, assistante technique auprès du Bureau des affaires européennes de la DAIE

## Autres partenaires

- ✓ Mme Sandrine OUIAZEM, responsable des missions de l'ADEME en Polynésie française
- ✓ Mme Pauline BAUMGARTNER, chargée de mission à l'Agence Française de Développement (AFD)
- ✓ Mme Cannelle TEAO-BILLARD, chargée de mission à l'Agence des Aires Marines Protégées (AAAMP)
- ✓ M. Marc TAQUET, Directeur de l'Institut de Recherche et de Développement (IRD)
- ✓ M. Edouard SUHAS, représentant Institut Louis Malardé (ILM)
- ✓ M. Laurent PASQUELINS, chargé de mission à la commune de Papeete
- ✓ Mme Hinarava SANFORD, ingénieure assainissement à la SEM Te Ora No Ananahi
- ✓ Monsieur CHONG Fasan dit Jean KAPE, coordinateur BEST (UICN France / Initiative BEST)
- ✓ Mme Elena GORCHAKOVA, chargée de mission BEST 2.0 (UICN France/Initiative BEST)
- ✓ Mme Peggy ROUDAUT, chef de projet INTEGRE (CPS)
- ✓ Mme Caroline VIEUX, Coordinatrice territoriale du projet INTEGRE (CPS)
- ✓ M. Philippe RAUST, vice-président, association SOP Manu

-----  
**Propos introductifs de Monsieur Edouard FRITCH,**  
**Président de la Polynésie française**  
-----

**Judi 15 décembre 2016**  
**Présidence de la Polynésie française**

Monsieur le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française,  
Monsieur l'Ambassadeur, chef de la délégation de l'Union européenne pour le Pacifique,  
Monsieur le Président de l'Assemblée de la Polynésie française,  
Messieurs les ministres,  
Monsieur le représentant du Conseil Economique, Social et Culturel,  
Monsieur le chef du bureau de la Commission européenne pour les PTOM du Pacifique,  
Mesdames et Messieurs les chefs de service de l'Etat et du Pays,  
Mesdames et Messieurs les directeurs et représentants des instituts, agences et associations oeuvrant dans les secteurs de coopération avec l'Union européenne,  
Chers amis,

Permettez-moi tout d'abord de vous souhaiter à tous la bienvenue et de remercier ceux d'entre vous qui n'ont pas hésité à venir de loin pour un séjour parfois trop bref parmi nous. Je pense notamment à vous, Monsieur l'Ambassadeur Jacobs, mais aussi à notre déléguée à Paris et à sa chargée de mission pour les affaires européenne.

Vous avez ici rassemblés, Monsieur l'Ambassadeur, l'ensemble des acteurs de notre coopération avec l'Union européenne, qu'ils interviennent à Tahiti, à Paris ou à Bruxelles, au plus près des instances communautaires.

ooo

C'est un plaisir et un honneur pour moi que d'ouvrir par ces quelques propos introductifs cette réunion du comité de suivi du rapport annuel d'exécution 2015 de la coopération entre l'Union européenne et la Polynésie française. J'en suis d'autant plus ravi que c'est la première fois, depuis que j'ai été élu Président du Pays en septembre 2014, que j'ai l'occasion de présider moi-même cet important rendez-vous de la coopération UE-Polynésie française.

Je sais, Monsieur l'Ambassadeur, que vous auriez souhaité que l'examen du RAE 2015 intervienne beaucoup plus tôt dans l'année, c'était l'une de vos demandes à l'issue du précédent comité de suivi, de même que vous aviez souhaité une représentation du Pays de haut niveau, à la hauteur des enjeux de notre coopération.

Si nos agendas respectifs ne nous ont malheureusement pas permis de concrétiser votre premier souhait, mais je vous assure que nous essaierons de faire mieux l'année prochaine, je suis heureux de pouvoir vous donner satisfaction sur le second, en répondant présent ce matin, qui plus est aux côtés de Monsieur le Haut-Commissaire et de Monsieur le Président de l'Assemblée de la Polynésie française, qui nous font l'honneur de leur présence parmi nous.

C'est vous dire tout l'intérêt et toute l'importance que les plus hautes autorités du Pays et de l'Etat attachent au partenariat qui nous unit à l'Union européenne.

Au risque de me répéter, mais je tiens ici à vous l'exprimer solennellement, mon gouvernement apprécie à sa juste valeur l'effort financier que l'Union européenne consent à la Polynésie française et nous saluons l'engagement constant de l'Europe pour le développement économique et social des Pays et Territoires d'Outre-Mer, et ce depuis la signature du Traité de Rome en 1957, soit depuis les origines il y a près de 60 ans. Cette longévité historique dans notre relation d'association mérite d'être soulignée.

000

Nous voilà donc aujourd'hui réunis pour examiner le rapport annuel d'exécution de notre coopération au titre de l'année 2015.

Ce rendez-vous est important à plus d'un titre. C'est non seulement une obligation juridique découlant d'une disposition de la Décision d'association Outre-Mer mais également et surtout l'occasion de faire ensemble un point sur les actions engagées, d'en mesurer les progrès ou les difficultés, d'y apporter si nécessaire les ajustements requis et finalement d'évoquer en commun les perspectives et les priorités à donner à notre coopération future. Le RAE n'est donc pas seulement un exercice technique, un bilan factuel, mais également un instrument de dialogue politique qui trouve ses prolongements dans nos discussions avec l'Etat et le Forum de dialogue UE-PTOM.

En augmentant de 51% l'enveloppe territoriale du 11<sup>ème</sup> FED par rapport au 10<sup>ème</sup>, de 2,3 à 3,6 milliards de F CFP, et en triplant l'enveloppe régionale de 1,4 à 4,3 milliards de F CFP, l'UE nous a envoyé un signal fort de son engagement à nos côtés pour accompagner notre stratégie de développement et relever le défi de notre plus grande intégration régionale.

Les enjeux pour nous sont donc importants, tant au niveau local que régional.

Au niveau local, la mise en œuvre souhaitée du 11<sup>ème</sup> FED territorial sous la forme d'un appui budgétaire sectoriel implique la mise en place d'un certain nombre d'améliorations ou de réformes dans notre système de gestion des finances publiques (GFP). A cet égard, je me réjouis de l'évaluation globalement positive de l'Assistance technique qui a mesuré la performance de notre système de GFP selon la méthodologie PEFA en novembre 2015.

Le choix du tourisme comme secteur de concentration demande aussi, outre la définition d'une véritable stratégie sectorielle, la mise en place d'indicateurs de performance et d'instances de suivi comme l'observatoire du tourisme.

Toutes ces mesures d'organisation nouvelles demandent des efforts d'adaptation et un investissement humain important, d'autant que la finalisation des documents de programmation d'un nouveau FED est toujours un exercice long et complexe. Mais nous avons bon espoir de franchir avec succès les dernières étapes qui nous séparent de la signature de la convention de financement dans les tout prochains mois.

Au niveau régional, l'intégration récente de la Polynésie française comme membre à part entière du Forum des Iles du Pacifique est un événement fondateur qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur la façon dont nous envisageons la programmation des aides européennes avec nos partenaires de la région. Des leviers nouveaux s'offrent à nous et nous devons trouver des stratégies crédibles de coopération régionale pour répondre efficacement aux défis qui se posent à nous, qu'ils soient d'ordre économique comme l'organisation de nos échanges commerciaux, ou environnemental comme le réchauffement climatique ou la protection des océans.

000

D'autres enjeux et questions plus techniques auront l'occasion d'être débattus plus en détail au cours de notre séance, mais sans plus attendre, avant que nous ne prenions connaissance du RAE 2015, je souhaiterais maintenant inviter le président de l'Assemblée de la Polynésie française et le haut-commissaire à prendre la parole s'ils le souhaitent, avant d'entendre Monsieur l'ambassadeur Jacobs.

Diapositive 1 :



Diapositive 2 :



## Introduction

- I. Situation politique, économique et sociale et coopération régionale
- II. Interventions de l'UE au titre du FED
- III. Programmes communautaires horizontaux et interventions de la BEI
- IV. Perspectives de la coopération UE-PF

## Conclusion



Diapositive 3 :



Diapositive 4 :

A presentation slide with a dark teal background and a light blue wavy graphic at the bottom. The text is white and reads: "Rapport Annuel d'Exécution" in a large font, followed by "Pourquoi un RAE ?" in a slightly smaller font. Below this is a list of bullet points.

- Conforme à la nouvelle D.A.O. du 25-11-2013 :
  - Art.94 § 3 « La Commission rend compte au comité du FED-PTOM de la participation des PTOM aux programmes de l'Union, sur la base des informations figurant dans le rapport annuel de mise en œuvre soumis par les PTOM et d'autres informations disponibles. »
- Un élément du processus d'examen à mi-parcours
- Un document de référence public élaboré et partagé avec les partenaires

**Objectifs :**

- Présenter un panorama du cadre d'interventions de l'UE en PF
- Etablir un bilan des actions de l'UE en PF
- Définir les priorités de la coopération future UE-PF



Diapositive 5 :

# Plan du Rapport Annuel d'Exécution

- 1) **Situation de la PF en 2015**
  1. Situation interne
  2. Coopération et intégration régionale
- 2) **L'Etat français et ses établissements publics en PF**
  1. Partenariat Etat-Pays
  2. Interventions des établissements publics de l'Etat en PF
- 3) **Coopération UE & PF en 2015**
  1. Dialogue politique
  2. Déclinaison sectorielles des axes de coopération UE-PF
  3. Mise en œuvre du FED en PF
  4. Interventions au travers des programmes communautaires horizontaux
  5. BEI

Diapositive 6 :

# I. Situation politique, économique et sociale & coopération régionale



  Comité de suivi du RAE 2015 - Jeudi 15 décembre 2016 / I. SITUATION DE LA PF EN 2015 6

Diapositive 7 :

## Contexte politique, économique et social

### ➤ Situation politique

- Remaniements ministériels → élargissement de la majorité présidentielle
- Renforcement de la coopération régionale

### ➤ Situation économique

- Trajectoire de sortie de crise esquissée en 2014 et confirmée en 2015
- PIB PF : 538,6 Milliards XPF (4,5 Mds €): croissance positive après 5 ans de récession
- Recul de 0,4% des prix (par rapport à 2014)



### ➤ Situation sociale

- Au 01<sup>er</sup> janv. 2015: 271 800 résidents en PF (+0,5 % : natalité > solde migratoire)
- 10 700 demandeurs d'emploi (+14,1% sur 1 an)



Diapositive 8 :

## II. Interventions de l'UE au titre des 9<sup>ème</sup> et 10<sup>ème</sup> FED



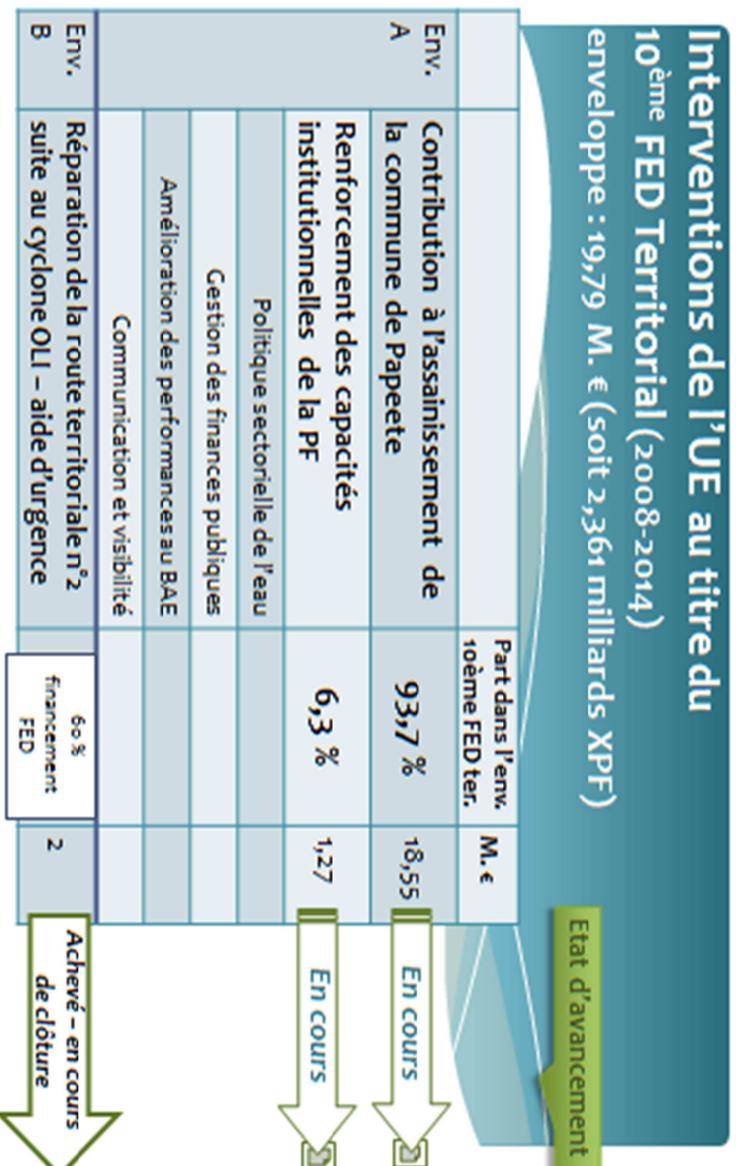
Diapositive 9 :



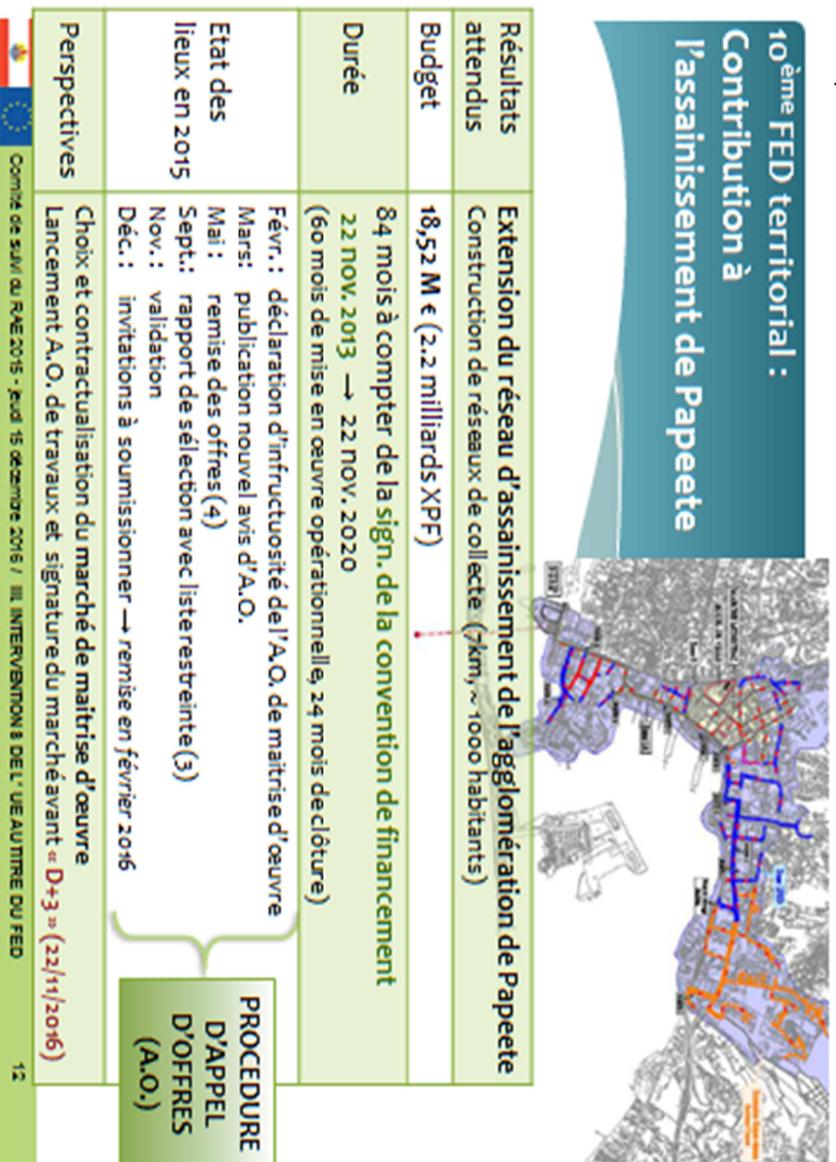
Diapositive 10 :



Diapositive 11 :



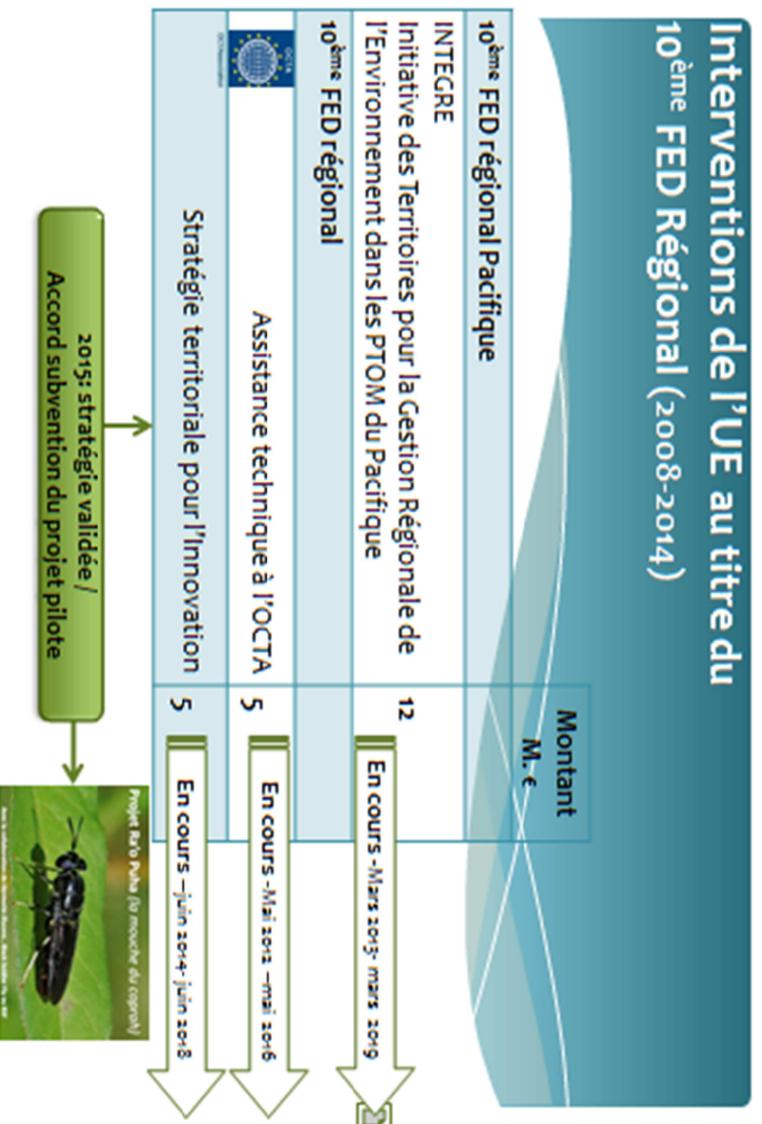
Diapositive 12 :



Diapositive 13:

10 <sup>ème</sup> FED territorial : renforcement des capacités institutionnelles de la PF			
Résultats attendus	Amélioration des capacités d'élaboration, de gestion, de suivi et d'évaluation des politiques publiques de la PF dans les domaines de l'eau, des finances publiques et des instruments européens (A.T.T: Assistance Technique)		
Budget	1,3 M € (162 M. XPF)		
Durée	90 mois à compter de la signature de la convention de financement 19 août 2013 → 19 janv. 2021 (avenant le 9 mars 2015 : + 18 mois) (66 mois de mise en oeuvre opérationnelle, 12 mois de clôture)		
Etat des lieux en 2015	AT PSE 12 mois 	Evaluation PEFA prolongée 3 mois	AT BAE 42 mois
	Mise : Démarrage Sept. et déc. : ateliers de concertation (Elaboration des orientations sous sectorielles et éléments du plan d'actions) & travaux avec le CICE	Commencement et achèvement de la mission (*) avec validation « PEFA Check » du rapport final (24-11-2015) & approbation du rapport final d'évaluation par le COPIL	Juliet démarrage → déci travail de diagnostic de la coopération UE -PF

Diapositive 14 :

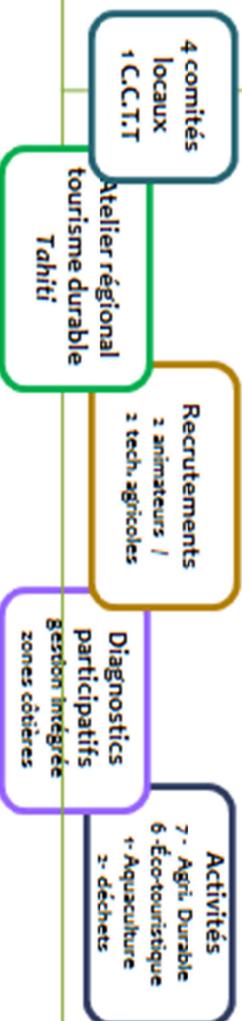


Diapositive 15:

## 10<sup>ème</sup> FED régional Pacifique INTEGRE



Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en oeuvre de la gestion intégrée des îles</li> <li>- Mise en valeur des ressources naturelles des PTOM (PF, NC, WF et Pitcairn)</li> <li>- Renforcement de la collaboration régionale dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et du développement durable</li> </ul>
Budget	12 M € (1,4 Milliards XPF)
Durée	72 mois à compter de la signature de la convention de financement Mars 2013 → mars 2019 (48 mois de mise en oeuvre opérationnelle, 24 mois de clôture)
Etat des lieux en 2015	Démarrage de la phase de mise en oeuvre du projet : 216 activités sur 3 sites pilotes



CCITT - Comité de Coordination Techniques territoriales

Comité de suivi du RAE 2015 - Jeudi 15 décembre 2016 / III. INTERVENTION 8 DEL' UE AU TITRE DU FED

15

Diapositive 16:

## III. Interventions de l'UE au titre des programmes communautaires horizontaux & Banque Européenne d'Investissement

Diapositive 17 :

## Programmes communautaires horizontaux

Programme	Projets	Objet	Montant M. €
7ème PCRD/ Horizon 2020	PACE NET Plus 2013-2016	Recherche	3
	NETBIOME-CSA 2013-2016		1,00
Erasmus +	Bourses de recherches européennes	Education/Formation	n.d
	ERASMUS + 2014-2016		0,23

7ème PCRD / Horizon 2020		DOMAINE : Recherche / ST & I*
		⇒ Renforcer le dialogue et les partenariats entre l'Europe et la région pacifique
Budget	2013-2016 3,4 M. € (dont ~90% financement UE)	
Etat des lieux en 2015	<p>Obtention financement pour organiser un atelier scientifique international « lutte contre les moustiques porteurs de maladies infectieuses »</p> 	

ST & I\*: Science technologie & innovation

 Comité de suivi du RAE 2015 - jeudi 15 décembre 2016 / III. INTERVENTION 8 PROGRAMME 8 HORIZONTALS & BEI 1

Diapositive 18:

Programmes communautaires horizontaux - 	
Consortium des établissements de PF	
Partenaires	7 établissements du secondaire + GREPFOC + CCISM (création en 2014; 2 établissements)
1 <sup>ère</sup> Période 2014-2016	9,7 M XPF 16 mobilités étudiantes + 4 mobilités personnels
2 <sup>ème</sup> période 2015-2017	23,6 M XPF 54 mobilités étudiantes + 5 mobilités personnels

+ « Etude rétrospective de la 1<sup>ère</sup> guerre Mondiale » / LP St-Joseph -2014-2017  
Févr. Déplacement en Lettonie, / sept.: déplacement en Turquie

« We believe in a better Europe » / Lycée Polyvalent du Taoune - 2015-2018  
⇒ Éveil au développement durable : Partenaires: Pologne/ Grèce/ Roumanie  
Déc. 2015 ;1<sup>ère</sup> réunion transnationale en Pologne

« It's my life, it's my choice » / Lycée Aorai - 2014-2017  
⇒ esprit sain dans un corps sain  
mai 2015; mobilité en Suède et nov. 2015; accueil des partenaires Esp./ Suède / Pays bas et Turquie

 Comité de suivi du RAE 2015 - jeudi 15 décembre 2016 / III. INTERVENTION 8 PROGRAMME 8 HORIZONTALS & BEI 1



Diapositive 19:

**Action préparatoire BEST 6 M. €**

⇒ préparer la transition vers une initiative pérenne pour les projets de conservation dans l'outre mer européen

"Protection et gestion durable des oiseaux terrestres de PF menacés d'extinction ..."	BIRDLIFE / SOP Manu 2012-2015 0,25 M €	Actions de bio-surveillance et de restauration des écosystèmes locaux & actions de sensibilisation et de communication
"Coral reefs in a changing world"	CRIOBE / CORAIL 2013-2016 0,22 M €	⇒ Modéliser des scénarios de protection et de conservation des récifs coralliens
"South Pacific ocean Ecosystemic Analysis"	AAMP / PACIOCEA 2013-2015 0,50 M €	⇒ contribuer à l'amélioration de la gestion du milieu marin, par l'élaboration d'un cadre de planification spatiale marine à l'échelle du Pacifique Sud



**BEST III (2013-2017)** ⇒ définir les orientations d'un mécanisme de financement durable  
En 2015 : Elaboration du Profil d'écosystèmes PF et présentation au public (oct.)

**BEST 2.0 2015-2019 Budget 10 M.€**

⇒ Promouvoir la conservation de la biodiversité, l'utilisation durable des ressources naturelles et des services écosystémiques et promouvoir les approches pour l'adaptation au changement climatique

**Sept. 2015** : publication du 1<sup>er</sup> appel à projets (subventions moyennes)



BEST: Régime volontaire pour la biodiversité et les services écosystémiques dans les RUP et PROM de l'UE  
ICD: Instrument de Financement de la Coopération au Développement

 Comité de suivi du RAE 2015 - Jeudi 15 décembre 2016 / III. INTERVENTION 8 PROGRAMME 8 HORIZONTALS & BEI 19

Diapositive 20:

## Banque Européenne d'Investissement

Poursuite du soutien à l'économie de la PF en particulier au niveau du secteur financier

À noter, pas de nouveau prêt en 2015

Récapitulatif des années précédentes :



Etablissement	Date de sign.	Montant signé	compléments
CHPF	Déc. 2012	7,5 M. € 895 M. XPF	SWAC
BANQUE SOCREDO	Nov. 2013	22,5 M. € 2,68 milliards XPF	
BANQUE SOCREDO	Nov. 2013	10 M. €	projets environnementaux et lutte contre le changement climatique
BANQUE DE TAHITI	Nov. 2014	8 M.€ 954,65 M. XPF	projets environnementaux et énergies renouvelables
BANQUE DE TAHITI	Nov. 2014	6 M. € 715,99 M. XPF	Micro entreprises
<b>Montant total</b>		<b>54 M. €</b>	

**FIN 2014**  
14 M.€

Pour le 11<sup>ème</sup> FED:

Soutien aux projets environnementaux, plus particulièrement le secteur des énergies renouvelables, les PME ainsi que les micro-entreprises.

 Comité de suivi du RAE 2015 - Jeudi 15 décembre 2016 / III. INTERVENTION 8 PROGRAMME 8 HORIZONTALS & BEI 20

# IV. Perspectives de la coopération UE-PF

## PERSPECTIVES DE LA COOPERATION UE - PF 11<sup>ème</sup> FED territorial appui à la stratégie de développement touristique

Enveloppe financière: **29,9 M.€ (3,57 milliards XFP)**

Période concernée: **2014-2020**

Modalité d'intervention : **Appui budgétaire sectoriel**

Secteur de concentration: **Tourisme (proposé fin 2014)**

### programmation :

Sept. 2015: **1<sup>ère</sup> mission d'A.T.\* = phase d'identification** avec la production du 1<sup>er</sup> document de programmation.

2016: **2<sup>nd</sup>e mission de l'A.T.** ⇒ finaliser la préparation des documents de programmation

2017 : **décision de financement/ signature de la convention & versement de la 1<sup>ère</sup> tranche**



A.T.\* **assistance technique**

Diapositive 23:

## PERSPECTIVES DE LA COOPERATION UE - PF 11ème FED régional

Enveloppe financière : 36 M.€ (4,3 milliards XFP)

Période concernée : 2014-2020

Région : 4 PTOM du Pacifique et Nlle Calédonie : Ordonnateur régional

Secteur de concentration :

« **environnement et gestion durable des ressources naturelles** »

### Programmation :

2014 : secteur de concentration choisi lors de la conférence régionale pour les PTOM du Pacifique (25 et 26 novembre 2014 – Tahiti)

& lors du 13ème forum UE-PTOM (23 -24 février 2015 – Iles Vierges )

2016 : Signature du document de programmation (calendrier prévisionnel)



Diapositive 24:

## CONCLUSIONS

